

Aperçu de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée* (FOIPPA)

Conseil des dirigeants principaux de l'information du secteur public (CDPISP)

Le 16 février 2022



Ministry of
Citizens' Services

Ordre du jour

- Contexte
- État d'avancement
- Présentation des modifications
- Ressources



Contexte



Aperçu de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée* (FOIPPA)

La *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée* (Freedom of Information and Protection of Privacy Act) de la Colombie-Britannique a deux objectifs principaux :



L'accès à l'information

Rendre les organismes publics plus ouverts et responsables en accordant au public un droit d'accès prévu par la loi aux documents détenus par un organisme public, y compris leurs renseignements personnels, sous réserve d'exceptions raisonnables.



La protection de la vie privée

Préciser les circonstances dans lesquelles les organismes publics sont autorisés à recueillir, à utiliser et à divulguer des renseignements personnels, et exiger qu'ils fassent des efforts raisonnables pour assurer l'exactitude et la sécurité des renseignements personnels.

Organismes publics couverts par la FOIPPA

Comprend les ministères et les organismes gouvernementaux, les commissions des conseils, les sociétés d'État et les « organismes publics locaux » (qui comprennent les municipalités, les universités et les collèges, les conseils scolaires, les régies de la santé et les ordres professionnels autonomes).

+ de
2 900



Établit un agent indépendant de l'Assemblée législative

Le Commissaire à l'information et à la protection de la vie privée a le mandat de surveiller la façon dont la FOIPPA est administrée pour s'assurer que ses objectifs sont atteints.

Comité spécial de la FOIPPA

Au moins une fois tous les six ans, un comité spécial de l'Assemblée législative doit être nommé pour effectuer un examen approfondi de la FOIPPA et présenter un rapport à l'Assemblée législative dans l'année suivant sa nomination.



Contexte des modifications

- Outre quelques changements mineurs en 2019, la FOIPPA n'avait pas fait l'objet d'une mise à jour importante depuis 2011.
- Mobilisation importante des intervenants en 2021 pour éclairer les modifications



État d'avancement

État d'avancement

- La loi modifiant la FOIPPA a reçu la sanction royale le 25 novembre.
- Règlements adoptés
 - Divulcation de renseignements personnels pour stockage à l'extérieur du Canada
 - Droit de présentation.

Activités à venir

- Élaboration continue de documents de soutien et de directives ministérielles.
- Règlement pour mettre en vigueur le programme de gestion de la protection de la vie privée (Privacy Management Program) et les exigences relatives à la déclaration d'atteintes à la vie privée.

Principales modifications



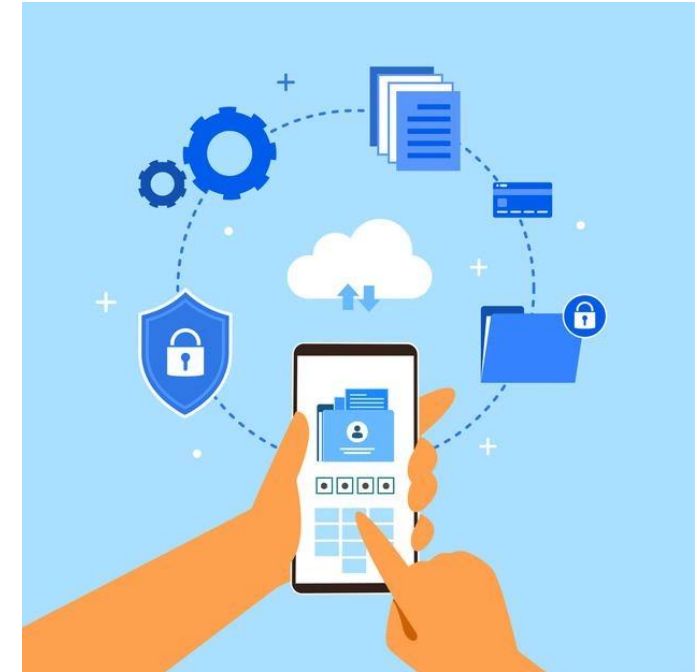
Divulgations à l'extérieur du Canada – Modifications

Enjeu

- Les dispositions précédentes exigeaient que les données soient stockées et consultées au Canada, sauf dans des circonstances particulières.
- La Colombie-Britannique a limité l'utilisation des outils de communication modernes, de logiciels et d'autres technologies par le secteur public pour fournir aux gens les services auxquels ils s'attendent.

Solution

- Abroger les dispositions de la FOIPPA sur la résidence des données.
- Compléter les évaluations des facteurs relatifs à la vie privée requises pour la divulgation et le stockage de renseignements personnels de nature délicate à l'extérieur du Canada.
- Permettre au responsable de l'organisme public de prendre des décisions fondées sur les risques.



Divulgations à l'extérieur du Canada – Évaluation

Si des renseignements personnels de nature délicate sont stockés à l'extérieur du Canada :

- ➔ Où et comment les renseignements personnels de nature délicate sont-ils stockés?
- ➔ Quelle est la probabilité que des renseignements personnels de nature délicate soient recueillis, utilisés, divulgués ou stockés sans autorisation?
- ➔ Quelle est l'incidence sur une personne de la collecte, de l'utilisation, de la divulgation ou du stockage sans autorisation de ses renseignements personnels de nature délicate?

Améliorations apportées à la confidentialité

Enjeu

- Il existe des possibilités d'améliorer les pratiques du gouvernement relatives à la sécurité des données et à la protection de la vie privée dans le secteur public.

Solutions

- Déclaration obligatoire des atteintes pour les organismes publics.
- Exigence voulant que les organismes publics aient un programme de gestion de la confidentialité.
- Ajout d'une infraction pour la collecte ou l'utilisation délibérée de renseignements personnels sans autorisation.
- Augmentation des peines pour les infractions jusqu'à concurrence de 50 000 \$.
- Ajout d'une infraction pour la destruction, la modification, la falsification intentionnelle de documents dans le but d'échapper à une demande d'accès à l'information.
- Ajout de la capacité d'ajouter des filiales dans le champ d'application de FOIPPA.



Clarification de la liaison des données

Enjeu

- Les dispositions relatives à la liaison des données comportaient un schéma complexe et lourd définissant ce qui constitue une « initiative » de liaison des données nouvelle ou élargie.

Solution

- Abrogation et remplacement des dispositions sur la liaison des données afin d'être plus inclusif.
- Réglementation et des exigences à élaborer.
- Comprendra notamment :
 - Des mesures fondées sur des principes proportionnels aux risques raisonnables.
 - La transparence des données sommaires sur l'initiative.



Droit de présentation pour les demandes générales

Enjeu

- Le volume et la nature des présentations reçues par les organismes publics de la Colombie-Britannique ne sont pas viables.

Solution

- Permettre aux organismes publics de percevoir des droits de présentation de 10 \$ pour les demandes générales d'accès à l'information.
- Encourager les demandeurs à présenter leurs demandes d'accès à l'information de façon réfléchie, ce qui permet d'accroître l'efficacité du service au profit de tous les demandeurs d'accès à l'information.

Appuyer la diversité, l'inclusion, la réconciliation et/ou l'équité.

Enjeu

- La *Loi sur la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones* et l'engagement du gouvernement à l'égard de la réconciliation soulignent la nécessité que les lois existantes reconnaissent et reflètent les droits des peuples autochtones.
- L'analyse comparative entre les sexes plus (ACS+) de la FOIPPA, de ses objectifs et de son libellé a révélé qu'il y a des conséquences imprévues à la façon dont la loi a été rédigée.

Solutions

- Mise à jour du langage désuet et non exclusif.
- Suppression de la limite de 15 ans pour la non-divulgence de renseignements qui pourraient vraisemblablement nuire à la conduite des relations avec un gouvernement autochtone.
- Remplacement de « gouvernement aborigène » à l'annexe 1 de la FOIPPA par une nouvelle définition d'« entité gouvernementale autochtone ».
- Protection des renseignements culturels autochtones.
- Permettre un plus grand échange d'information avec les entités dirigeantes autochtones.

Autres faits saillants de la modification

- Accès limité aux activités d'un organisme public.
- Exclusion des dossiers supprimés légalement en vertu de la FOIPPA.
- Protection de l'accès à l'identité d'une référence de moralité tierce en vertu de la FOIPPA.
- Élargissement des critères selon lesquels le commissaire peut autoriser un organisme public à ne pas tenir compte des demandes d'accès à l'information.
- Permission de divulguer les dossiers de manière proactive pour qu'ils soient séparés de la même façon qu'ils le seraient en réponse à l'accès à l'information.
- Ajout des associations de chefs de police comme organismes publics.
- Ajout des pouvoirs de collecte indirecte lors de la collecte auprès des « organismes publics » des autres provinces.
- Exigences modernisées relatives aux avis de collecte.
- Suppression de la définition de « médias sociaux ».

Des questions?

Ressources supplémentaires disponibles sur (en anglais seulement) :

www.gov.bc.ca/FOIPPAupdates

